



HAL
open science

L'installation et la gestion d'un camp. L'exemple de Grande-Synthe

Louis Fernier, Camille Hochedez

► To cite this version:

Louis Fernier, Camille Hochedez. L'installation et la gestion d'un camp. L'exemple de Grande-Synthe. e-migrinter, 2025, Environnements et migrations, 25, <10.4000/13r37>. <hal-05055280>

HAL Id: hal-05055280

<https://hal.science/hal-05055280v1>

Submitted on 23 Jan 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License



e-Migrinter

25 | 2025

Environnements et migrations

L'installation et la gestion d'un camp. L'exemple de Grande-Synthe

Retranscription de l'intervention de Damien Carême du 10 février 2022

Louis Fernier et Camille Hochedez



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/4640>

DOI : 10.4000/13r37

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Ce document vous est fourni par Université de Rouen Normandie – Bibliothèque Universitaire



Référence électronique

Louis Fernier et Camille Hochedez, « L'installation et la gestion d'un camp. L'exemple de Grande-Synthe », *e-Migrinter* [En ligne], 25 | 2025, mis en ligne le 01 avril 2025, consulté le 23 janvier 2026.

URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/4640> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/13r37>

Ce document a été généré automatiquement le 19 décembre 2025.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

L'installation et la gestion d'un camp. L'exemple de Grande-Synthe

Retranscription de l'intervention de Damien Carême du 10 février 2022

Louis Fernier et Camille Hochedez

NOTE DE L'AUTEUR

Damien Carême a été maire de Grande-Synthe (59) entre 2001 et 2019. Il est député européen EELV au moment de son intervention, et ce depuis 2019. Il a porté au Parlement des dossiers sur les droits des personnes migrantes aux frontières externes de l'Union européenne, notamment sur les droits des femmes en demande d'asile, et les violences sexistes à leur rencontre. Il est aussi l'auteur d'un rapport sur la mise en œuvre de la procédure Dublin III (2020). L'intervention prend la forme d'un dialogue entre Camille Hochedez (C.H.) et Damien Carême (D.C.). Il a été retranscrit mot pour mot à l'aide du logiciel Whisper, puis retravaillé par L. Fernier et C. Hochedez.

C.H. : M. Carême, merci beaucoup de votre présence. Vous avez hébergé plusieurs camps sur la commune dont vous étiez maire. Pour commencer à travailler cette question du rapport entre le camp et son – ou ses – environnement(s), est-ce que vous pouvez nous préciser les conditions dans lesquelles le camp a été installé, et notamment le choix du site a été retenu ? Quelles ont été les contraintes que vous avez rencontrées, et quelles modifications le camp a-t-il entraînées sur l'environnement ou les environnements à différentes échelles ?

D.C. : Merci de l'invitation et merci d'aborder ce sujet, qui est un sujet passionnant quand on le fait à tête reposée, ce qui n'était pas le cas quand on a dû ouvrir le camp. On était dans une urgence humanitaire, donc on ne s'était pas posé toutes les questions qu'il aurait fallu se poser. Mais en même temps, comme Samos, Lesbos et autre, je suis contre les camps, parce que ce n'est pas une solution. Il vaut mieux que les gens vivent dans un habitat normal, pour une meilleure intégration, pour ne pas être stigmatisés.

Donc je ne fais pas du tout de la « pub pour les camps ». Au contraire, on se bat, en tant aujourd'hui que président de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) : ce qu'on veut, c'est faire des villes accueillantes, et c'est des villes où c'est de l'accueil inconditionnel, et dans des conditions normales de vie, et pas dans des camps.

On a la triste histoire, en France même, de camps, Rivesaltes par exemple, qui ne sont pas à la gloire de notre pays.

Alors, un élément de contexte environnemental, et peut-être géographique et social : Grande-Synthe est à côté de Dunkerque, c'est à 30 kilomètres de Calais. C'est une ville qui est traversée par l'autoroute, l'A16, qui relie le pays au Nord avec le tunnel sous la Manche. Et sur Grande-Synthe, on a une station-service, le long de cette autoroute, et c'est le schéma type en région de France : partout où il y avait des aires de repos ou des stations-service sur les autoroutes qui allaient à Calais, il y avait des camps, des constitutions de campements, depuis le début des années 2000. Et c'était le cas à Grande-Synthe.

À partir de 2002-2003, on a vu quelques individus venir la nuit s'installer sur un terrain qui n'était pas construit, qui était à 200 mètres de la station-service, et qui, la nuit, rentraient dans des camions pour rejoindre l'Angleterre le lendemain. Et cette situation a duré quelques années.

Les associations comme Médecins du Monde sont intervenues très rapidement pour aller rencontrer ces personnes, voir si elles ne manquaient de rien, en vêtements, en alimentation, en soins...

Et nous, on a commencé à discuter avec des associations pour voir comment faciliter les choses, pour éviter qu'il y ait des problèmes qui soient posés.

Et vraiment, les gens qui arrivaient restaient 12 heures, 24 heures à peine, et partaient en Angleterre.

Ça a continué pendant des années. Il y en avait une dizaine au départ, parfois 50, parfois 20... le nombre fluctuait beaucoup, mais les gens ne restaient pas, il n'y avait pas de soucis majeurs jusqu'à l'hiver 2008, où il faisait moins 15 degrés... Et pour la première fois en 2008, on a vu des femmes et des enfants arriver, ce qui n'était pas le cas précédemment.

Et là, les associations, et notamment la responsable d'Emmaüs, la communauté Emmaüs qu'on a sur le territoire, m'a appelé entre Noël et le Nouvel An, en disant « il fait moins 15, il y a des femmes et des enfants, ils vont mourir, il faut faire quelque chose ».

Et donc j'ai demandé à mes services d'aller mettre une tente chauffée à disposition, pour ces personnes-là. Et là, ça a commencé à être un rapport de force avec l'État, parce que le sous-préfet de Dunkerque m'a envoyé un courrier en disant « vous êtes fous, vous allez encourager les passeurs, vous allez faire un appel d'air, vous serez nombreux, et dans tous les cas à vous de vous démerder, puisque c'est un terrain de la ville, et donc vous serez responsable de la sécurité [...] ».

On a continué. On a mis une deuxième tente, pour mettre les femmes et les hommes à part, et on a mis une troisième tente pour mettre les communautés à part, les

communautés kurdes, et après les communautés asiatiques qui sont arrivées. Les cohabitations se faisaient mal donc on les a mis à part.

Ça a duré quelques années. Avec l'aménagement, c'était de petites tentes, c'était des petites cabanes de bois, mais encore une fois, avec un nombre maximum de personnes qui était de 60-70, des fois 20... c'était très très fluctuant d'un jour à l'autre avec une fluidité dans le passage à un moment ou l'autre vers l'Angleterre.

On avait commencé déjà, au début des années 2000, autour de 2005-2008, à travailler avec des associations sur l'idée d'une « maison de migrants », pour ne pas les accueillir dans des tentes ou dans des petites cabanes de bois, mais avoir une structure fixe, en dur. Où les médecins pourraient travailler correctement avec une salle à part, où les gens pourraient recharger leur téléphone, etc. Où ils pourraient se laver, et voilà, avoir un minimum de choses à disposition. Et ça a traîné, pour plein de raisons, mais il n'y avait pas de blocage... On en discutait, mais en même temps, les assos étaient affairées avec les personnes qui étaient là, donc tout le monde était très occupé...

Et en 2015, il nous est tombé l'arrivée massive de Syriens, à partir de l'été 2015. Au mois de juillet, il y avait 60 personnes sur le terrain, au mois d'août ils étaient 200, au mois de septembre 550, au mois d'octobre 1200, au mois de novembre 1800, et au mois de décembre 2500.

Donc là, au mois d'août, les bénévoles des assos nous disent « Nous, on ne peut plus, on n'est pas assez outillés, on n'est pas assez nombreux, on ne s'en sort plus, il faut faire quelque chose... ».

Donc j'interpelle le sous-préfet, préfet, ministre de l'Intérieur, président de la République, pour leur dire « qu'est-ce qu'on fait ? Il y a 190 personnes, on peut bien les prendre en charge, s'en occuper, mais si ça continue d'arriver, on va être dépassés, on ne pourra pas le faire ». Pas de réponse de l'État.

Fin septembre, Cazeneuve me reçoit, le ministre intérieur à l'époque, avec d'autres élus de l'agglomération. [...] Il y a eu un comptage le matin, ils étaient 545 sur Grande-Synthe, à ce moment-là, sur un terrain, un ancien terrain, sur lequel il n'y avait rien... vous avez 500, 600, 1000 personnes qui pataugent dans un terrain qui n'est pas bien organisé, qui n'est pas drainé [...] il y avait des toilettes sèches, il y avait un peu moins besoin d'eau, mais voilà, ce n'est pas suffisant, ça devient une situation invivable. Et l'État ne savait pas... Cazeneuve n'a rien dit, il ne savait pas quoi faire. Oui, il nous envoie des forces de l'ordre, il n'y avait pas de problème d'insécurité ni de phénomène de délinquance, il n'y avait aucun souci de sécurité publique, mais « pour calmer », parce que c'était juste en face d'un quartier... c'était de l'autre côté du trottoir, d'un quartier d'habitation, pour [...] réduire le sentiment d'insécurité qui pourrait venir, ils ont envoyé des forces de l'ordre. Ça fait partie aussi de l'environnement : c'est assez choquant quand on voit cette situation...

Et le 13 novembre, donc quelques jours après, l'attentat de Paris est là : toutes les forces de l'ordre ont disparu du jour au lendemain et on s'est retrouvés à gérer l'arrivée de ces personnes sans aucune aide de qui que ce soit. Avec un élan de générosité européen, qui arrivait avec des camions pleins de bouffe, et qui déversait ça sur la route, c'était inorganisé... on a jeté plein d'alimentation parce que tout arrivait en même temps, c'était vrai aussi pour les vêtements, c'était vrai pour tout,

c'était un « joyeux bordel » ... à ce moment-là, il fallait qu'on organise les choses. Médecin du Monde, qui intervenait depuis le début, m'a mis en relation avec Médecins sans Frontières (MSF), qui disposait de plus de logistique, qui était plus habituée à faire face à ce genre de situation. Donc on a rencontré MSF, et l'idée est venue de construire un camp, pour que ces gens ne restent pas dans les situations dans lesquelles ils étaient, qui étaient abominables.

Les chercheurs et les gens qui avaient l'habitude d'aller voir des camps à travers le monde ont dit par la suite que c'était le pire endroit, le pire camp qu'ils avaient vu dans le monde. Tellement c'était impraticable, en plein hiver, il y avait de la boue partout, il y avait 300 gosses qui vivaient là... c'était abominable, c'était insupportable pour moi, c'était aussi insupportable pour la population. J'étais interpellé par la population qui voyait les images à la télé, et qui me disait qu'on ne peut pas les laisser vivre dans ces conditions-là, donc il fallait qu'on fasse quelque chose.

Comme l'État ne répondait pas, on s'est dit avec MSF « on va construire un camp ». On avait fait ce pari-là... ce n'était pas évident pour MSF, dans leur conseil d'administration, de décider d'investir dans un camp en France. C'était la première fois, ils ont mis 2,5 millions sur la table pour nous aider dans la dépense de la construction du camp, et il a fallu choisir un terrain, dans l'environnement. Quel environnement ?

Le choix était quand même extrêmement limité, parce qu'il fallait que ces personnes restent à côté de l'autoroute, parce que l'autoroute c'est crucial pour eux, il faut qu'ils soient à côté, et c'est la réalité des choses, je le dis avec beaucoup de calme, de manière froide : les passeurs appellent les personnes en disant « dans une heure, tu dois être là parce qu'il y a un camion qui va arriver, tu pars dans une heure ».

Donc il fallait qu'ils restent à côté de l'autoroute, et si on avait décidé de les mettre sur un terrain plus confortable, dans un meilleur environnement, ils n'y seraient pas allés, parce que ça les éloignait de ce cordon ombilical que représentait l'autoroute.

Et donc, un terrain sur lequel je puisse intervenir rapidement, c'est un terrain qui appartenait à la ville — en partie. En fait, il y avait une partie d'habitation à côté, une ancienne ferme, c'était une entreprise qui avait ses bureaux là, je connaissais le directeur qui était humaniste, et donc j'ai négocié avec lui qu'on lui loue ses locaux.

Et donc j'ai eu une parcelle de terrain qui était coincée entre l'autoroute et la gare de triage, un peu à l'écart de la ville. L'urgence de la situation faisait qu'il fallait qu'on décide, et c'est là qu'on s'est mis à décider le camp avec MSF.

Et c'est aussi MSF qui l'a conçu. Moi je n'y connais rien, le maire, je suis désolé en France on n'est pas habitué à faire des camps, on n'avait à l'époque aucune expérience, on ne savait pas comment faire, et MSF a décidé de faire des petites maisons, des petites cabanes pour respecter la cellule familiale. Parce qu'il y avait beaucoup de familles parmi les personnes qui étaient là, et en organisant des zones sur le camp.

Comme il y avait 2 500 personnes, on a prévu 6 zones, avec — je ne sais plus exactement — un nombre de sanitaires, de douches par zone... il y avait 6 blocs sanitaires et de douches autour des logements, enfin des types de cabanes, ce qu'on appelait les *shelters*, qui étaient mis en place sur le camp. Voilà, c'est MSF a construit les cabanes, les *shelters*. Ils en ont construit 480, je crois, en un temps record, en

3 mois, et nous, la ville on s'est occupé de toute la viabilisation du terrain : il a fallu drainer le terrain, il a fallu amener de l'eau, il a fallu amener de l'électricité... il a fallu de l'électricité pour simplement éclairer le camp, pour éviter l'insécurité sur le camp, la nuit, pour qu'il y ait un éclairage public qui fonctionne sur le camp, mais aussi pour mettre toutes les machines en place, les pompes [...] pour les toilettes, pour les douches...

Voilà, donc au total, ça a été 4 millions d'euros d'investissement. Nous, la ville, on a mis 1 million et demi, et MSF je vous disais 2 millions et demi. Sur les 1 million et demi, l'agglomération m'a donné 500 000 euros : ça arrangeait l'agglomération parce que comme ça « je gardais les gens chez moi ». C'est la manière dont je l'ai vécu : « oui Damien on va t'aider, pour que tu les gardes chez toi, pour pas qu'ils viennent chez nous et qu'on soit pas trop embêtés à côté ».

Et on a la gestion du camp, un camp ouvert. [...] Moi, je ne suis pas là pour faire un camp gardienné, pour choisir qui rentre, qui part... les gens ne viennent pas vivre dans un camp par goût, ils n'ont pas le choix [...].

La gestion : MSF nous dit « nous on ne sera pas des gestionnaires, on ne gère pas, c'est pas notre métier ». Donc il a fallu qu'on trouve quelqu'un qui s'occupe quand même de gérer un tant soit peu, parce qu'on ne savait pas à quoi on allait avoir affaire. Donc, on a rencontré une association qui s'appelle Utopia 56, qui est maintenant un peu partout en France, et qui à l'époque s'occupait surtout de toute la logistique autour du festival des Vieilles Charrues. Ils s'occupaient de tout ça, ils avaient l'habitude de l'organisation des gros événements, et donc on les a rencontrés, et ils sont venus effectivement avec un réseau de bénévoles, très jeunes d'ailleurs, de très jeunes Français, qui venaient là à tour de rôle, qui venaient passer une semaine, pas toujours un mois, et qui faisaient du présentiel. Il y avait des routes autour, donc ils permettaient de faire passer en sécurité les routes aux gens qui étaient là, ils ont fait un super travail... comme nous, avec un peu d'erreurs.

À un moment, en discutant avec le responsable de l'association, il a dit « on ne peut plus, ça nous dépasse, on n'est pas organisé pour ça »... C'était au moment où l'État français, qui finalement n'avait pas mis un rond dedans et ne s'était pas occupé de la gestion, est venu nous voir en disant « on va prendre en charge la gestion du camp, on va payer surtout le fonctionnement du camp ». Parce que mine de rien, une année de fonctionnement du camp c'était 6 millions d'euros, en dépenses en eau, en électricité, en gardiennage — parce qu'il fallait quand même avoir un minimum de sécurité. Pourquoi ? Parce que sur ces camps, il y a des réseaux de passeurs, et entre eux, de temps en temps, il y avait des tirs d'armes à feu, il y avait des règlements de compte entre passeurs. Donc il y avait une forme d'insécurité qui était là, il y avait des tensions à certains moments, il fallait qu'on baisse les tensions régulièrement. Et pour ça, il y a une société de gardiennage qui a été mise en place et qui patrouillait sur le camp. Et finalement, ça a bien fonctionné comme ça pendant [...] un peu moins de 10 mois...

En octobre, il y a la fermeture de Calais, il y a le démantèlement de la jungle de Calais. Et dans les 6 000, 7 000 personnes qui étaient à Calais, il y en a 800 qui n'ont pas voulu partir avec l'État, et qui sont venus se réfugier sur le camp de Grande-Synthe. Et 800 Afghans, alors que nous, il n'y avait que des Kurdes... Parce que le réseau de passeurs kurdes, depuis le Kurdistan, ils savaient qu'il fallait qu'ils passent par

Grande-Synthe et qu'ils passeraient en Angleterre après. [...] Et il y a eu des tensions, jusqu'à ce qu'il y ait une bagarre générale sur le camp, un incendie, et en une nuit tout le camp a été anéanti.

Voilà un peu l'histoire rapide de ce camp, avec beaucoup, beaucoup de doutes sur la manière, sur ce qu'on faisait. Toutes les semaines, on se voyait avec les associations, toutes les semaines, on se voyait avec les forces de police, avec l'État, on était tous autour de la table : « comment on fait ? [...] Comment on les gère, on a décidé de mettre ça en place la semaine dernière, mais ça ne marche pas, on arrête, on fait autrement... ». On avançait comme ça, au fur et à mesure, sans se poser beaucoup plus de questions, parce que c'était compliqué. Franchement, mes services ont été extraordinaires, parce qu'ils se sont vraiment impliqués dans l'organisation du camp. Il y a eu beaucoup d'interventions des services de la ville, et on essayait de faire en sorte qu'il y ait une vie sur ce camp, avec une difficulté, c'est que ces personnes qui étaient là, elles pensaient que tous les soirs elles allaient passer en Angleterre.

Leur but, ce n'était pas de rester, c'était de partir. Donc quand on leur demandait de s'impliquer dans un projet... Par exemple, on avait avec les Incroyables Comestibles, des idées de faire des potagers sur le camp, parce que c'était avant des terres maraîchères... il n'y avait pas un volontaire [...] parce que les gars, ils disaient « ce soir, on est passés ». Ils étaient persuadés qu'ils n'allaient pas rester, donc on n'arrivait pas à construire avec ces personnes-là. Même pour un moment, on a ouvert les écoles de la ville, on a mis des bus pour amener les gamins du camp dans les écoles de la ville, donc trois écoles de la ville. C'était compliqué de persuader les parents, ça c'est normal, on a amené les parents avec nous, etc. Mais les gamins, ils ne pouvaient aller que l'après-midi à l'école, parce que la nuit, ils partaient avec leurs parents, ils essayaient de passer, et ils rentraient le matin de bonne heure, ils dormaient le matin, ils venaient à l'école l'après-midi. Donc il a fallu qu'on s'adapte aussi : on leur servait un repas le midi, un peu plus tard à la cantine scolaire parce que les gamins ils n'avaient pas le temps de manger sur le camp.

Mais tout ça, ça a créé des liens extraordinaires entre accueillis et accueillants. À l'école, j'ai vu [...] — quand le camp a brûlé et que les personnes ont été hébergées ailleurs [...]. J'ai vu les trois directeurs et les trois équipes enseignantes pleurer de la richesse de ce qu'ils avaient vécu en accueillant ces enfants, par ce que ça avait créé... dans leur cours, ils avaient expliqué aux autres enfants qui étaient ces enfants, pourquoi ils étaient là, d'où ils venaient... Donc ils ont pu aborder des choses qui jamais dans un programme en maternelle ou en école primaire ne seraient abordées, et ça avait créé des choses assez extraordinaires de liens entre les familles, entre les enfants et les parents d'élèves avec l'école. Et c'est pareil dans le domaine de la culture, où il y a eu beaucoup d'échanges culturels avec des artistes qui étaient sur le camp, des musiciens, des comédiens qui venaient aux spectacles, assistaient à des répétitions, participaient à des choses... [...]. Il y a plein d'artistes qui sont venus, qui savaient qu'il y avait des musiciens sur le camp, qui nous disaient « allez les chercher, ils vont venir jouer sur scène avec nous derrière »... il y avait une troupe — on avait eu beaucoup de spectacles pour enfants — une troupe Belge par exemple, qui est venue deux jours avant et qui a offert des spectacles pour les gens du camp sur le côté...

Voilà, il s'est passé plein de choses assez extraordinaires durant cette période-là, et plein de choses difficiles, on les oublie facilement, mais voilà... il y a eu beaucoup d'échanges humains. Il y avait des ateliers cuisine qui étaient organisés sur le camp, avec la population locale et des chercheurs de refuge, comme je les appelle. Il s'est passé beaucoup de choses sur cette expérience-là, moi je me dis tout le temps que c'était la plus belle expérience humaine de mes 18 ans de mandat à la mairie [...].

Qu'est-ce que je peux vous dire sur cette histoire-là... ? Les aspects positifs... Là, c'est la fierté, quoi, d'être une ville accueillante. On a eu une grosse couverture médiatique avant que le camp soit construit, quand c'était horrible... j'ai vu des médias du monde entier, les Japonais, les Américains, ils sont tous venus, tous les Européens, et on a eu beaucoup de couverture médiatique. Et en même temps, quand ils sont venus, à chaque fois, les journalistes, c'était ça, « Venez, on va faire une interview — avant qu'on fasse le camp — sur l'ancien lieu, qui était horrible. Et on va vous interviewer là-bas, sur le camp ». Je disais « Moi, je ne vais pas là-bas, j'ai honte de ce camp-là, je ne vais pas faire une interview avec ça, en décor derrière moi. Vous y allez, vous faites votre travail, vous interviewez les gens sur le camp, il y a la population à côté, vous allez les interviewer, et on se revoit dans mon bureau, parce que moi, c'est là que je gère mes trucs, depuis mon bureau, et puis on fera l'interview dans mon bureau, ou à l'extérieur de la mairie, mais pas avec le camp, en décor ».

Et en fait, tous ces journalistes, ils sont arrivés dans mon bureau au bout d'une heure, deux ou trois heures, quand ils ont fait leurs images et leurs interviews, ils sentaient tous le feu de bois caractéristique des campements, quand on avait l'habitude d'aller voir des campements un peu partout en France, et ils disaient « c'est incroyable, on a interrogé les habitants de la commune, ils ne sont pas contre la construction du camp ». Et ça, ça les a choqués, les journalistes.

Ils n'ont pas trouvé de gens qui disaient « Mais non, c'est un scandale, il faut qu'on les refoute dehors, il faut qu'on les exclue. » Je pense que le discours qu'on avait, depuis un certain nombre d'années et avant peut-être même... depuis qu'on en accueillait, ça se savait pas trop, on n'en parlait pas trop, mais ça se savait dans la ville. En fait, c'est un état d'esprit qui a été mis en place sur la ville, et du coup... il y a une chose aussi, je le dis beaucoup, et c'est pour ça que dans l'ANVITA, on dit qu'on fait de l'accueil inconditionnel : personne ne dort dehors, quelle que soit sa situation.

Il n'y a pas un habitant qui dort, ou qu'on voit dormir dehors. Ça n'existe pas dans la ville [...].

Donc, on n'a jamais ressenti « vous en faites plus pour les migrants que pour les propres habitants de la ville. » Parce que ce n'était pas le cas.

Et à partir de là, on ne crée pas de surenchère entre les situations sociales, comme on se plaît à le faire dans les discours politiques nationaux aujourd'hui. Donc il n'y a pas eu de réactions hostiles du tout de la population, même pas une gestation d'extrême droite, pas de trace d'extrême droite.

Ils n'avaient pas de prise, ils n'arrivaient pas à trouver la faille pour attaquer, parce qu'ils voyaient que la population n'était pas contre. Donc, ils n'arrivaient pas à s'en préoccuper.

Marine Le Pen est venue et à essayer de rentrer sur le camp, je lui ai interdit d'accéder au camp. C'est le truc, je crois, qui a eu le plus d'occurrences. [...] Marine Le

Pen, qui était là à côté, qui gueulait en disant « Mais c'est l'État qui paye, j'ai le droit, je suis députée ». Non, ce n'était pas l'État qui payait encore à cette époque-là, c'était la ville. Donc, j'étais chez moi, on lui a refusé l'entrée [...].

Je reviens juste sur le travail qu'on a pu entamer avec les exilés eux-mêmes, qui étaient sur le camp.

Alors, j'ai eu beaucoup [...] de discussions, des fois houleuses, avec un certain nombre de chercheurs. [...]. Un professeur est intervenu sur le camp avec des étudiants de l'école d'architecture de la Villette (je crois). Et il avait des grands projets. On discutait de choses, sur un documentaire qui a été fait sur le camp, on me voit m'engueuler avec lui — enfin, pas m'engueuler, mais le ton monte. Parce qu'il dit « Mais si, tu dois les mettre dans la gestion du camp, tu dois les impliquer, c'est important. » Je lui dis « Mais j'ai essayé de le faire. » Et en fait, les gars que j'avais en face de moi, c'était les passeurs. Et moi, je ne discute pas avec les passeurs.

Il dit « Mais si, tu dois le faire. » Je dis « Non. » Autant ils sont là, ils existent, c'est un fait. Et tant qu'on mettra des barbelés, des murs, des machins, il y aura des passeurs. Mais moi, je ne vais pas négocier avec les passeurs. Les passeurs qui étaient sur le camp, je les dénonçais à la police. Pourquoi ? Parce que quand il y avait un *shelter* qui se libérait d'une famille, les passeurs, ils louaient le *shelter* à une autre famille qui arrivait après. Et on ne peut pas accepter ça.

[...] Sur l'ancien terrain, quand on avait mis des douches — vraiment, on a pris des bungalows de douche qu'on a réinstallés très rapidement... Le soir même, les passeurs faisaient payer la douche aux exilés qui étaient sur le camp. Donc voilà, on était dans un rapport de force avec les passeurs. Et moi, je ne peux pas encourager ce trafic-là. Donc non, je ne discutais pas avec les passeurs. Donc voilà, on avait essayé un moment de faire de l'autogestion avec le camp, mais ça ne pouvait pas fonctionner parce que c'est les passeurs qui prenaient... C'est pareil, c'est les passeurs qui faisaient à manger à tout le camp. Parce que faire à manger, donner la nourriture, c'est une forme de pouvoir qu'ils avaient sur les exilés qui étaient présents. Et c'était une vraie difficulté, du coup, qu'on rencontrait. Quoi faire ? Je n'ai pas de solution. Comment le combattre ? Je n'en ai pas. Et est-ce qu'il faut chercher à combattre ? Je ne crois pas. Ce qui m'intéressait, c'est que les hommes, les femmes, les enfants qui étaient là, ils aient un minimum de dignité dans les conditions d'accueil qu'on avait. Et c'est ce qu'on a tenté de faire tout le temps.

Il y a eu des erreurs, certainement, et peut-être... Il y a des choses qu'on n'aurait pas dû faire.

J'aurais peut-être dû, à un moment, dire « Les Afghans ne vont pas sur le camp parce que ça va mal se finir. » Mais je ne me voyais pas, moi, interdire à des Afghans d'arriver, parce qu'ils étaient Afghans. Et ils iraient où ? Ils seraient allés 500 mètres plus loin et je me retrouverais avec un deuxième camp autre part. Voilà, on a essayé, ça n'a pas fonctionné. Tant pis, je n'ai pas de regrets. Je ferai peut-être différemment maintenant, mais aucun regret de l'avoir fait.

Il y a une chose [...] qui m'a rendu extrêmement malheureux vers la fin du camp. Dans le camp, il y a eu plein de choses. Il y avait une école dans le camp, que les associations ont faite pour que les gamins puissent apprendre un peu le français, qu'ils puissent dessiner, un lieu où ils pouvaient être en récréation, des choses

comme ça. Il y avait un « Women's Center », un endroit réservé aux femmes, où elles se retrouvaient entre elles, où il y avait de la pâtisserie, où elles discutaient, etc. On avait quelques aménagements qui se sont faits. On avait Bibliothèque Sans Frontières, qui est arrivée sur le camp, qui proposait des bouquins, des choses avec les enfants. Il y a eu beaucoup de choses qui ont eu lieu et qui sont assez formidables.

Et... Dans la fin, il y a des associations qui s'occupaient du « Women's Center », qui ont dit qu'il faut qu'on fasse quelque chose pour les femmes sur le camp, parce qu'il y a un problème avec les femmes sur le camp.

Il n'y avait pas de femmes seules, elles étaient en couple. Et donc, pour moi, c'était pas un sujet particulier... Pareil, on n'avait pas de mineurs isolés. On avait des enfants, mais ils étaient avec les parents sur le camp. Donc on ne s'était pas trop préoccupés de mineurs isolés, parce que c'était pas ceux à qui on était confrontés. Et en fait, c'est que, même si elles étaient avec leur mari, le soir, quand elles avaient envie d'aller aux toilettes la nuit, elles n'y allaient pas, parce qu'elles avaient peur de traverser, même de faire 30 mètres pour aller sur l'endroit où il y avait les sanitaires sur le camp.

Et donc, elles mettaient des couches. Voilà. Et moi, ça m'a retourné d'apprendre ça à la fin.

« Mais pourquoi vous ne l'avez pas dit avant ? » Parce que, pour le coup, on aurait cherché des aménagements, on aurait fait, peut-être, un espace plus rapproché, fait quelque chose, au moins y réfléchir...

Alors que nous, on a dépensé beaucoup d'énergie, l'argent, on s'en fout, mais de l'énergie... un rapport de force avec l'État qui n'a pas été simple — je me suis confronté avec quelques ministres...

Et ça, on est passé à côté. On ne l'a pas vu, on ne nous a pas alertés. Moi, je n'ai pas du tout pensé, dans les urgences auxquelles on faisait face, je n'ai pas du tout pensé à ça. Alors je dirais, « il faudra en tenir compte s'il y a d'autres camps », mais comme je dis qu'il ne faut pas de camps... Voilà, c'est une préoccupation qu'on n'a pas eue. Et ça, je le regrette profondément, qu'on ne l'ait pas vu avant.

Et la question que je voulais aborder, c'est « quel pouvoir a le maire ? » — Il a tous les pouvoirs.

L'État, un ministre, il n'a pas de pouvoir sur un maire. Un maire n'est pas là pour obéir à un ministre, ni même à un président de la République. Le maire, sa fonction, elle est régie par des codes : le code de l'urbanisme, le code de la santé publique, le code de la comptabilité... tous les codes qui existent dans les collectivités [...].

Et donc moi, quand j'ai 2 500 personnes qui sont sur un lieu où il n'y a rien, où il n'y a pas d'eau, pas de réseau d'évacuation d'eaux sales, etc. Il n'y a rien. Et qu'il y a la gale généralisée et qu'il y a suspicion de tuberculose, là j'ai des codes auxquels je suis obligé de répondre. Un : c'est le code de la famille, de la santé, de la famille, qui dit qu'on n'a pas le droit de laisser des gens sans un accès à de l'eau, à des sanitaires et à du ramassage d'ordures.

Et le deuxième, c'est le code de la santé publique : quand il y a une suspicion d'épidémie, le maire doit prendre tous les moyens pour endiguer cette épidémie. Donc, j'attendais que... parce que moi je suis comme un citoyen, l'État aurait pu

m'attaquer pour délit de solidarité, je n'encourageais pas cela, mais généralement tout ce qui est reproché aujourd'hui, la criminalisation des bénévoles, ils auraient très bien pu m'attaquer, j'attendais qu'ils m'attaquent, qu'on aille au tribunal pour voir ce à quoi je devais répondre.

« Est-ce que je fais un camp pour enrichir les passeurs ? » ou « est-ce que [...] je réponds aux codes qui s'imposent à moi ? ». Et c'est là-dessus que je me suis toujours battu et que je disais à l'État, « Vous ne faites pas [alors que] je vous sollicite [...] c'est moi qui me retrouve face aux problèmes donc je mets en œuvre les moyens pour résoudre les problèmes selon mes obligations ».

Donc le maire, dans ce cas-là, il peut tout faire et c'est ce que j'ai dit à plusieurs maires que j'ai rencontrés dans des villes [...]. Il a capacité — après il n'a peut-être pas la capacité financière que l'on avait, mais je n'ai pas plus calculé [...] donc j'ai pas eu de problème avec le conseil municipal. Il n'y avait pas tellement d'opposition, donc il n'y avait pas d'extrême droite dans le conseil municipal, donc il n'y a pas eu de réaction opposée dans le conseil municipal. Il n'y a pas eu de réactions dans la population...

Et avec les forces de l'ordre, parce que c'était une autre question, l'environnement, j'allais dire, de tous ceux qui intervenaient sur le camp, les associations et la police : avec la police, tant que j'étais là, ça s'est bien passé. Ils étaient plutôt conciliants, il n'y a jamais eu de tentes lacérées, de problèmes, de violences policières. Vraiment, il n'y en a pas eu. S'il y en avait eu, je les aurais dénoncés, mais on n'a pas du tout été confrontés à ça. Ça se passait très bien avec le commissaire de Dunkerque qui était en charge des compagnies CRS qui arrivaient au fur et à mesure pour se relayer.

Les CRS que je voyais régulièrement aimaient bien venir à Grande-Synthe par rapport à Calais, parce que c'était super calme, ça se passait bien [...]. De temps en temps, ils passaient sur le camp comme si c'était sur la ville. Ils faisaient leur ronde sur le camp, il n'y a jamais eu de tensions avec les forces de l'ordre. Je pense que le maire donne la tonalité. Encore une fois, il donne l'état d'esprit dans la commune, avec ses habitants, mais il donne la tonalité aussi avec les partenaires. Et les associations, on a tout le temps travaillé avec elles. Depuis le début. Et donc, des fois, on n'était pas d'accord, elles voulaient qu'on en fasse plus [...]. Des fois, elles faisaient des critiques, et je leur disais « Arrêtez de critiquer les gens qui font, allez voir les voisins qui ne font rien ». Et à un moment, c'est vrai que c'est compliqué, mais bon, ça s'est bien passé. Globalement, on était vraiment sur les mêmes lignes. Mais tous, comme moi, on disait « ce n'est pas la solution ». Un camp comme ça, on ne peut pas intervenir correctement, on ne peut pas faire du bon boulot, ce n'est pas possible. Donc, ce n'est pas la solution.

Il vaut mieux avoir des petites entités, 50, 60 personnes, avec lesquelles on peut travailler [...].

C.H. : Pourriez-vous décrire un peu plus précisément l'emplacement des deux camps ? Il y a le premier terrain que vous avez décrit comme complètement informel, boueux, qui n'était pas viabilisé... Où est-ce qu'il était situé exactement ? Et pourquoi les migrants s'étaient d'abord installés sur ce terrain-là ? Est-ce que vous pouvez nous décrire son environnement

direct : était-ce un terrain proche des habitations ? Et puis, l'environnement direct, également, du camp plus formel, construit par MSF ?

D.C. : Alors, le premier, en fait, il n'était pas loin du centre-ville, à vol d'oiseau, il était à 300 mètres du centre-ville, mais c'est une ville qui n'est pas très étalée. Il était sur un terrain qui était un terrain à construire. C'était une réserve foncière pour étendre la ville par la suite, sur lequel il n'y avait pas de projets tout de suite, sauf un projet d'écoquartier qui était en cours de négociation [...].

Donc un terrain qui avait été boisé et sur lequel, au milieu, il y avait une clairière. Et vraiment, ça a été choisi par les exilés. Ils se sont mis là parce qu'ils étaient à pied, à travers les champs, à 200 mètres de la station-service le long de l'autoroute. Donc il y a l'autoroute, la ville est construite au sud de l'autoroute, et le camp qu'on a fait ensuite, il était coincé, lui, pour le coup, entre l'autoroute et la voie ferrée. Il y a une grosse gare de triage qui est juste au-dessus de l'autoroute. [...] C'est un terrain qui était tout en longueur. Il faisait 1,5 km de long et sur une bande qui n'était pas très large [...] 200 mètres à tout casser. Et lui, il était au sud-ouest de la ville.

Et il était du côté de la grande [...] zone commerciale [...]. Aller en vélo et à pied là-bas c'était un peu casse-pieds, mais il était, pareil, à 200 mètres à vol d'oiseau de la station-service.

Et c'était ça, en fait, le nœud : pour nous, c'était de trouver quelque chose qui ne soit pas loin de cette station-service dans laquelle ils embarquaient.

Donc l'environnement du premier était meilleur, c'est sûr, mais... moi, pour faire en sorte que ça vive bien dans la situation qui était là, c'est-à-dire 2 500 personnes qui sont arrivées, je ne pouvais pas les laisser là où ils étaient. C'était impossible.

Parce qu'il y avait quand même des gens... Moi, j'avais du personnel, et encore une fois, des gens qui étaient très en phase avec ce qui se passait. [Une habitante] avait sa maison, quand ils dînaient le soir, à travers sa fenêtre, elle voyait les gens qui étaient autour de leur braséro de l'autre côté de la rue. Elle m'a dit « je devais fermer mon store parce que j'avais mal aux tripes, je n'arrivais pas à manger » [...]. Vraiment, c'était une proximité qui n'était pas terrible pour ces gens-là. On leur a permis de retrouver, eux, un environnement aussi agréable sans pénaliser trop... parce que les conditions de vie qu'il y avait sur le camp où l'environnement était meilleur au début étaient complètement différentes, quand même, que sur le camp qui était drainé. Il n'y avait plus des inondations comme il y en avait là, il n'y avait pas de boue, ils étaient dans des petites maisons, ils étaient chauffés, ils étaient... On a vu, ils ont gagné de ce côté-là. Il y avait des toilettes, il y avait des douches, il y avait la distribution alimentaire...

C.H. : Et, lors de la construction et de la conception surtout du deuxième camp, quels ont été les critères pour aménager l'environnement interne du camp, outre la question de la sécurité familiale ? Y a-t-il eu d'autres logiques d'aménagement ?

D.C. : [...] Alors, il y a des règles, je crois, je crois que c'est des règles du Haut-Commissariat des Réfugiés qui dit que pour autant de logements, vous avez autant de sanitaires, autant de douches. Voilà, on a répondu à ces règles — enfin, MSF, parce que vraiment, c'est eux qui se sont occupés de ça. Il y avait la partie ancienne ferme dans laquelle on allait faire la distribution du fuel : on avait mis des petits appareils de chauffage au fuel dans les *shelters*, et en fait, les gens venaient recharger tous les jours. Il y avait dans la partie fermée aussi [...] le centre de santé où MSF avait ses

consultations, mais il y avait aussi Gynécologie Sans Frontières qui est arrivé, Dentistes Sans Frontières qui est arrivé, il y avait des psys qui étaient venus à un moment sur le camp. Voilà, donc il y avait, à l'entrée du camp, une zone d'accueil, il y avait un grand hangar ouvert dans lequel les gens étaient au sec, pour qu'ils se trouvent entre eux, équipés de plein de prises de téléphones, ils venaient charger leurs téléphones à cet endroit-là. La partie corps de ferme à côté, donc le centre de santé, la distribution de fuel, et la cuisine pour faire les repas de tous les gens qui étaient sur le camp. Et après, le camp, donc, partagé en six zones différentes, sur l'enfilade [...] avec six blocs sanitaires autour de ces *shelters*.

C.H. : Et aujourd'hui qu'est-ce qu'il y a à la place de ce camp qui n'est plus, puisqu'il a été incendié ?

D.C. : La terre a été retournée, on a gratté tout ce qu'on avait mis comme remblais pour assécher le sol, et c'est redevenu une pâture. La ferme a été rendue à l'entreprise qui nous l'avait louée – alors avec des bâtiments qui ont disparu quand même, j'ai gardé une brique d'ailleurs chez moi en souvenir de ce camp-là, et voilà, il n'y a plus de traces de rien sur cet endroit-là.

Malheureusement, parce que la municipalité qui m'a succédé n'a pas la même politique, et donc a décidé de collaborer avec l'État aujourd'hui pour invisibiliser le problème [...], donc ils sont pourchassés. Et donc les gens qui restent, les exilés qui sont présents sur le territoire... juste à l'entrée du camp, il y avait une ancienne tréfilerie d'usine de lin, en fait, il y a des vieux bâtiments qui étaient là, qui ne servaient à rien. Pendant que le camp a été ouvert, ça n'a jamais été squatté, et à partir du moment où le camp a fermé et qu'il n'y a plus eu de solution, ce bâtiment a été squatté, et donc là, aux dernières nouvelles, je pense qu'ils vont démolir aussi celui-là pour éviter qu'ils s'installent là. Ils sont allés aussi dans une autre usine qui faisait de la chicorée, qui ne tournait plus depuis une dizaine d'années, et là aussi le propriétaire a demandé une expulsion à l'État, donc ce bâtiment est maintenant protégé pour ne plus qu'il y ait d'intrusion à l'intérieur. Donc voilà, ils sont comme à Ouistreham, comme dans plein de lieux, comme à Calais, ils sont invisibilisés, pourchassés par la police, les tentes lacérées, comme on le voit partout. Et le terrain est redevenu une pâture, comme c'était avant [...].

C.H. : Comment cette expérience vous a servi pour porter ces questions à une autre échelle, à l'échelle européenne ? Est-ce que ça vous a davantage sensibilisé à certains points que vous avez pu ensuite développer dans votre nouveau mandat ?

D.C. : C'est sûr que ça a sensibilisé, ça a occupé quand même une bonne partie de ma vie et de manière assez forte. Donc oui, à ce moment-là, quand on est confronté à ce problème dans sa ville, on regarde un peu au-delà, ce qu'il se passe. Et que, Dublin, j'en avais entendu parler, mais je n'ai pas été au fond des choses, toutes ces procédures, etc. Donc je me suis formé pendant cette période, même si auparavant, avec un certain nombre de maires de la région Nord-Pas-de-Calais, à l'époque [...] on avait créé l'association régionale des élus hospitaliers [...] ça devait être dans les années 2010. Pareil, ces maires avaient des stations-service ou des aires de repos, et la région Nord-Pas-de-Calais avait aidé un certain nombre de communes financièrement à mettre en place des petites cabanes [...]. Il y avait une politique en région Nord-Pas-de-Calais qui est un peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui, qui demande l'armée pour aller vider les camps. Donc oui, j'ai été sensibilisé. [...] Au Parlement, je suis membre titulaire de la commission « Libé », Liberté civile, qui gère

le problème de migration — mais pas que. [...] Moi, je suis plus particulièrement sur le problème des migrations.

[...]

Moi, c'est fort aussi de mon expérience locale que je peux affirmer un certain nombre de choses au niveau européen. Je ne suis pas le seul, il y a l'ancien médecin de Lampedusa, Pietro Bartolo qui n'est pas dans le même groupe politique que moi, qui est chez les sociaux-démocrates, mais on est sur la même phase. Sur tous les textes, on intervient tous les deux, on est représentants de nos groupes politiques dans les négociations du règlement Dublin et on est sur la même ligne tous les deux. Plus les gens de la gauche du Parlement. On est vraiment trois groupes politiques à avoir la même ligne et on a les libéraux dont font partie les « marcheurs » de la République En Marche, le groupe Renew. Il y a aussi des gens progressistes et qui refusent les textes tels qu'ils nous sont proposés parce que les droits fondamentaux, les droits humains ne sont pas respectés [...].

C'est une bonne chose si ça permet de ne pas appliquer ce qu'ils veulent nous mettre en place aujourd'hui, mais c'est pas une bonne chose parce qu'en attendant c'est l'ancien texte qui est là et qu'il n'est pas bon. Donc c'est compliqué... jusqu'où on va ? Qu'est-ce qu'on accepte ou pas pour essayer d'améliorer les choses ? C'est compliqué.

INDEX

Mots-clés : environnements, migrations, camps, politique, aménagement

Keywords : environments, migrations, camps, policy, planning

AUTEURS

LOUIS FERNIER

 **IDREF :** <https://idref.fr/284231975>

Doctorant en géographie, ATER, Université de Poitiers, Migrinter, Poitiers, France ;

[louis.fernier\[at\]univ-poitiers.fr](mailto:louis.fernier[at]univ-poitiers.fr)

CAMILLE HOCHEDÉZ

 **IDREF :** <https://idref.fr/188048332>

 **ORCID :** <https://orcid.org/0000-0001-8211-5423>

 **VIAF :** <https://viaf.org/viaf/798144647717508207032>

Professeure de géographie, Université de Rouen Normandie, Idées, [camille.hochedez\[at\]univ-rouen.fr](mailto:camille.hochedez[at]univ-rouen.fr)